

Il est grand temps que les Canadiens commencent à se rendre compte que le gouvernement se livre à des opérations de relations publiques, mais que la réalité est beaucoup plus grave et beaucoup plus inquiétante en ce qui concerne nos perspectives économiques.

Nous devrions aussi nous intéresser à la question des investissements étrangers. Le ministre a déclaré fièrement qu'il avait donné pour instruction à la direction de la CDIC de modifier sa politique et de privatiser. Cependant, le ministre ne nous a donné aucune précision sur les répercussions industrielles éventuelles de cette privatisation dans l'industrie aéronautique. Il n'a donné aucune garantie en ce qui concerne la vente de ces sociétés de la Couronne à des intérêts étrangers.

Je demande au ministre maintenant, bien qu'il participe à d'importantes conversations . . .

M. Rodriguez: Et c'est insultant.

M. Axworthy: Est-il disposé à dire à la Chambre—ce qu'il n'était pas prêt à faire dans son exposé verbal—que, dans des secteurs essentiels comme ceux de l'aéronautique, des communications et des mines d'uranium, il imposera des conditions très claires pour l'achat éventuel de grosses entreprises par des pays étrangers? Un bon nombre de députés de cette Chambre se souviennent, pour l'avoir vécu, de l'exemple de l'Avro Arrow, et d'autres en ont lu l'histoire.

M. Benjamin: Et celle de VIA Rail.

M. Axworthy: Le ministre est prêt à sacrifier deux grandes sociétés aéronautiques en disant: «Je les vends à n'importe qui. Si les acheteurs dépouillent ces compagnies et s'emparent de leur technologie, je m'en moque». Voilà le genre de stratégie industrielle qu'on nous propose. Elle ne tient aucunement compte de ce que nous devons faire pour avoir une industrie aéronautique viable à Toronto, Montréal, Winnipeg ou Vancouver.

M. Caccia: Et que dire des activités de recherche et de développement?

M. Axworthy: Nous avons ensuite le cas de Téléglobe. Le gouvernement s'est engagé également à vendre Téléglobe qui est l'un des grands pionniers et chefs de file dans le domaine des télécommunications internationales. Notre système de communication par satellite appartiendra-t-il à des étrangers? Une société privée étrangère décidera-t-elle de l'emploi qui sera fait de cette entreprise, empêchant les Canadiens de continuer à jouer un rôle dans ce secteur essentiel du développement industriel? Le ministre ne s'est pas absolument pas prononcé à ce sujet, préférant dissimuler la réalité. Voilà le nouveau gouvernement ouvert que nous avons. Où sont la déclaration du ministre et ses explications? Je ne les vois pas, monsieur le Président.

De même, le ministre a déclaré à propos de l'AEIE qu'il allait apporter des changements importants dans le domaine des investissements étrangers. Ce que le ministre a omis de dire aux Canadiens—et je pose cette question en espérant qu'il s'arrangera pour répondre—c'est si, dans les changements qu'il propose pour l'AEIE, il a l'intention d'éliminer le critère des avantages économiques importants pour le Canada? Le ministre veut-il désormais empêcher l'Agence d'examen de l'investissement étranger de négocier avec d'éventuels acheteurs étrangers d'entreprises canadiennes la création d'emplois, de nouvelles activités de recherche et de développement, ainsi que

d'importants mandats mondiaux pour les entreprises canadiennes? Je pense que non. Je suppose que des exigences de ce genre ne sont pas prévues dans la prétendue politique d'ouverture du ministre. Il n'a sûrement pas imposé de telles conditions; autrement il nous l'aurait dit. En conséquence, un grand nombre d'entreprises canadiennes qui commencent à mettre au point de nouvelles techniques et de nouveaux produits risquent d'être achetées sans condition et de voir immédiatement leurs installations de recherche partir aux États-Unis, ou vers l'est ou l'ouest, et le Canada redeviendra pour le reste du monde un pays producteur de matières premières. Voilà ce que nous risquons.

Le ministre parle volontiers de l'intérêt qu'il manifeste pour les petites entreprises. Or l'Agence d'examen de l'investissement étranger a protégé les petites entreprises parce que nous savions que le taux de change du dollar américain donnait un avantage économique immédiat aux sociétés américaines souhaitant acheter des entreprises canadiennes. Elles peuvent acheter presque n'importe quelle petite entreprise sans aucune obligation.

• (1210)

Nous avons de nombreuses questions à poser. Je constate simplement que nous avons entendu d'abord de belles paroles et que nous voyons maintenant la réalité. La réalité incitera l'opposition officielle à proposer des solutions claires. Nous voulons favoriser la croissance et créer des emplois, mais pas aux dépens de la souveraineté du Canada, des différentes régions du pays ni des petites entreprises qui sont les victimes de l'énoncé de politique économique. L'opposition officielle exposera ses solutions et montrera aux Canadiens qu'il existe une meilleure façon de stimuler la croissance économique.

M. Blaikie: Monsieur le Président, je voudrais faire une remarque plutôt que poser une question. Maintenant que les libéraux se retrouvent dans l'opposition, ils vont nous ressortir leurs beaux discours nationalistes sur l'économie et sur l'importance de l'AEIE, en omettant bien de rappeler que c'est le gouvernement libéral qui a commencé à affaiblir cet organisme.

Je n'ai pas souvent l'occasion—et le député de Winnipeg-Fort Garry (M. Axworthy) pourra en témoigner—d'être comme aujourd'hui d'accord avec presque tout ce qu'il a dit, si je fais abstraction de sa mémoire très sélective au sujet de l'AEIE. Je suis d'accord avec ce qu'il a dit au sujet du centre des techniques de fabrication à Winnipeg, et de la stupidité incroyable du gouvernement qui a décidé d'abandonner ce projet.

Étant chargé d'examiner les réductions du gouvernement dans les services de l'environnement, j'ai consacré une partie de la soirée d'hier à lire le livre écrit par le premier ministre (M. Mulroney) il y a quelques années et intitulé *Telle est ma position*. J'ai cherché une allusion à nos problèmes relatifs à l'environnement—recherche, technologie, stratégie économique ou quoi encore—à un sujet qui me permettrait de poser une question à la Chambre. Je n'ai rien trouvé qui confirme même l'existence du problème. Cependant, j'ai relevé une déclaration du premier ministre sur la recherche et la technologie. D'après lui, le budget du Conseil national de recherches devrait être augmenté d'au moins 20 p. 100, car c'est un secteur où il faut absolument investir, surtout en ce qui a trait aux techniques de fabrication. Ce secteur devrait avoir la priorité,